

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°872 du 25 Mars 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

CES SALES PATRONS

Conjoncture

PLUS DE DETTES, PLUS DE PRELEVEMENTS

On se souvient de la prise de conscience provoquée par le rapport PEBEREAU en matière de dette publique. On allait voir ce que l'on allait voir, et la France allait enfin cesser de vivre au dessus de ses moyens. Quelques mois plus tard, les chiffres qui viennent de paraître pour l'année 2005 montrent que l'on était encore en dessous de la réalité et que, bien entendu, rien n'a changé. Jamais la dette n'a été aussi élevée et en même temps jamais les prélèvements n'ont été si forts, car, comme on le sait, les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain.

Une dette de 66,4% du PIB

Le rapport PEBEREAU nous l'avait dit. Jacques GARELLO l'avait démontré à son tour à partir d'un rapport de l'IREF dans un éditorial intitulé Fiscal Warming (22 octobre 2005) : jamais la dette publique n'avait été aussi élevée. Voilà l'héritage que nous allons laisser à nos enfants, autrement plus dangereux que l'effet de serre. « Le réchauffement des finances publiques, disait Jacques GARELLO, est ainsi mieux établi et plus pervers que celui de la planète ». Mais les politiciens nous rassuraient aussitôt : les choses iraient mieux dès cette année et la prise de conscience de la classe politique était certaine.

La prise de conscience aura été de courte durée et M. BRETON a déjà oublié qu'il affirmait alors que la « France vivait au dessus de ses moyens ». Quelques mois plus tard, c'est dans la plus grande indifférence que sont publiés par Bercy les chiffres pour 2005. On assiste à un nouveau dérapage de la dette publique. Dans sa définition la plus étroite (c'est-à-dire sans tenir compte des retraites des fonctionnaires) la dette a atteint 66,4% du produit intérieur brut en 2005, marquant un véritable dérapage par rapport à 2004 (64,7%).

On est bien au dessus également du chiffre communiqué à Bruxelles il y a peu de temps (65,8% annoncés dans le programme pluriannuel envoyé aux autorités européennes à la mi-janvier). C'est donc pire qu'en 2004 et pire qu'on ne l'imaginait. Faut-il avoir la cruauté de rappeler que le pacte de stabilité en Europe nous fait obligation, sous peine de sanctions, de limiter cet endettement public à 60% du PIB ? On se souvient en outre que la France s'était réjoui de limiter son déficit pour l'année 2005 à 3% tout juste du PIB (maximum autorisé par Bruxelles) et cela grâce à un tour de passe-passe que nous avons dénoncé, consistant à anticiper la rentrée de l'impôt des grandes sociétés : quelques semaines plus tard, la vérité apparaît : cela n'a pas empêché la dette publique d'exploser (1 125 milliards en 2005). Rappelons que le poids de la dette se rapproche maintenant des 20 000 euros par personne, soit 80 000 euros pour une famille avec deux enfants : voilà l'héritage que nous laissons à nos enfants et petits-enfants (puisque l'Etat emprunte maintenant parfois à horizon de 50 ans !).

Rappelons aussi qu'en 2006, la France devra emprunter 120 milliards d'euros de plus sur les marchés financiers, tout simplement pour ne pas être en faillite. Jusqu'où va-t-on s'enfoncer ?

Plus de dettes égale plus d'impôts

Plus de dettes égale plus d'impôts, c'est incontestable. Encore faut-il s'entendre sur le sens de cette expression.

Si l'on entend par là, comme le rapport PEBEREAU le suggère, qu'il faut augmenter les impôts pour réduire les déficits et stopper l'endettement, c'est une erreur. Car, comme le démontre le rapport de l'IREF, aucun pays à ce jour n'a réussi à s'en sortir de cette façon. La raison en est simple : plus d'impôts c'est moins d'argent disponible pour créer de vrais emplois et stimuler la croissance, alors que la baisse des taux est une bonne affaire pour tous, y compris l'Etat qui bénéficie d'une accélération de la croissance (effet Laffer).

En revanche, ce qui est vrai, c'est que la dette se traduit par des impôts plus lourds. La dette d'hier et aujourd'hui, c'est l'impôt d'aujourd'hui et de demain. C'est même un peu plus : l'étude de l'IREF démontre que le vote de l'impôt et le vote de la dette ne font pas courir les mêmes risques politiques aux gouvernements : l'impôt fait réagir les contribuables, la dette n'intéresse que les générations futures, et qui s'en soucie ? Dans ces conditions, on s'endette encore plus que ce que le contribuable actuel pourrait normalement supporter. Mais le contribuable de 2006 supporte déjà la dette de 1976, et il doit évidemment payer les impôts en conséquence...

Ajoutons à cela le dérapage qui se poursuit de la sécurité sociale et en particulier de l'assurance maladie, sans parler des retraites, et on ne sera pas étonné de voir qu'en 2005, les prélèvements aient progressé comme la dette.

La fuite en avant continue : les jeunes devraient s'en inquiéter !

Les prélèvements obligatoires ont donc bondi de 43,5% en 2004 à 44,3% en 2005. Nous voilà désormais en tête de tous les pays, juste après deux ou trois pays nordiques. La moyenne des prélèvements de l'OCDE est de 36,3% et celle de l'Union européenne de 40,6%. Les Etats-Unis sont à 26,5%, le Japon à 25,8%, l'Irlande à 30%, le Royaume-Uni à 35,3% : dans une économie mondialisée, comment concourir avec de tels boulets aux pieds ?

Faut-il rappeler, pour être plus concrets, que ces 44,3% du PIB représentent environ 55% du revenu des français. C'est ce qui permet à Contribuables associés d'affirmer que nous travaillons pour l'Etat et les organismes parapublics du 1^{er} janvier au 16 juillet, jour de la libération fiscale, à partir duquel nous commençons à travailler pour nous et notre famille.

Voilà la réalité toute simple : en 2005, prélèvements et dette publique ont augmenté parallèlement. La fuite en avant ne s'est pas arrêtée.

En réalité, pour stopper les méfaits de la dette, une seule solution s'impose clairement : baisser les dépenses publiques. Il faut donc restreindre considérablement le domaine d'intervention de l'Etat, et qu'il s'en tienne au strict nécessaire. Il faut par exemple ne compenser aucun départ en retraite des fonctionnaires, afin d'en diminuer le nombre.

Mais ce n'est pas le chemin qui a été pris dans le budget 2006 : le nombre de fonctionnaires a à peine diminué. C'est maintenant au budget 2007 qu'il va falloir s'attaquer.

Compte tenu des échéances électorales, il est peu probable qu'on infléchisse la ligne actuelle de fuite en avant des dépenses publiques. La prise de conscience n'est pas pour demain. Si les jeunes avaient une vraie raison de manifester dans la rue, ce serait bien celle là : l'avenir qu'on leur prépare, eux qui devront payer les erreurs et les gaspillages de leurs aînés.

MANDELSON DENONCE LE NATIONALISME ECONOMIQUE

Décidemment, le patriotisme économique a mauvaise presse à Bruxelles ces temps-ci et Dominique de VILLEPIN a dû entendre ses oreilles siffler. Le Commissaire européen au commerce, Peter MANDELSON, qui prépare les réunions pour relancer le cycle de Doha de l'OMC, a accordé un entretien à notre confrère Les Echos. Ce proche de Tony BLAIR n'apprécie guère le protectionnisme et, sans citer explicitement la France, dit clairement ce qu'il pense des dérives actuelles de notre pays. Le sujet d'actualité, pour lui, c'est de faire repartir le cycle de Doha, et pour cela mettre fin aux tendances protectionnistes des uns et des autres. Il faut ne pas s'en tenir à la seule question agricole, qui coince, mais la replacer dans un contexte plus large, ce qui donne des marges de manœuvre plus grandes : libéralisation des produits agricoles contre libéralisation des biens et services. « L'Union européenne a tout intérêt à présenter une bonne offre sur l'agriculture pour obtenir de ses partenaires qu'ils ouvrent leurs marchés industriels ou ceux des services ».

« Faute d'ambition en matière de libéralisation des services, les pays en développement seront privés des transferts de technologie, des investissements et de l'expertise nécessaires à la croissance de leurs économies. Et les trois quarts des droits de douane industriels payés par les pays en développement le sont à d'autres pays en développement. C'est une perte de richesse énorme. Regardez la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie ou la Chine. Tous ces pays sortent progressivement de la pauvreté grâce à l'exportation de produits industriels ».

« Les pays émergents sont en train de rebattre les cartes, exerçant une pression concurrentielle énorme sur beaucoup de producteurs. Cela provoque des peurs et, lorsque quelqu'un a peur, il est paralysé. Quand j'observe ce qui se passe dans certains Etats membres, je sens un vent d'opposition à l'ouverture et une certaine dérive populiste. Les solutions simplistes du protectionnisme et du nationalisme économique ne mèneront nulle part. Au mieux, elles ralentiront le rythme de déclin des emplois existants ».

« Elles ne permettront pas de relever le défi de la compétitivité, de l'innovation et de la création de nouveaux emplois. Je crois dans les bienfaits d'un commerce international qui se renforce et dans lequel de plus en plus de pays pourront exploiter leurs avantages, créant, à leur tour, de nouvelles opportunités pour les entreprises. L'ouverture de nos économies est la seule garante de notre prospérité et de la préservation de notre modèle social européen ».

Et que penser des « champions nationaux », ces groupes que certains Etats veulent mettre à l'abri des OPA étrangères en les recapitalisant? Est-ce du protectionnisme ? « Nous aurions tort d'enfermer cette consolidation dans les limites des frontières nationales. Contrarier des opérations transfrontalières de consolidation pour des motivations purement nationales ou même idéologiques n'a pas de sens dans une économie moderne. Cela va à l'encontre de la compétitivité de l'Union européenne. Il faut lutter contre pour enrayer le déclin relatif de l'Europe dans le monde ». Suivez son regard...

Mais les Chinois ne font-ils pas de la concurrence déloyale, du dumping social ? « Personne ne dit que la concurrence chinoise ou celle d'autres pays asiatiques est déloyale simplement parce que leurs coûts de production sont inférieurs aux nôtres. C'est une dure concurrence, mais, du point de vue des règles de l'OMC, cette concurrence est loyale ». Par contre, ce n'est pas le cas lorsqu'il y a « des subventions et des interventions étatiques faussant les règles du jeu ». « Si nous ne faisons pas respecter ces règles, alors oui, il y aura une réaction très brutale contre le libre-échange en Europe ». A bon entendeur, salut !

Où sont ces tentations protectionnistes et nationalistes ? Monsieur MANDELSON ne le dit pas.

Mais nous croyons savoir que ce n'est pas en France, bien sûr. Nos dirigeants n'ont-ils pas affirmé sans cesse leur bonne foi, et n'ont-ils pas subtilement distingué le « patriotisme économique », noble sentiment s'il en est, et le protectionnisme nationaliste ? En France nous aimons bien le libre échange, surtout quand nous allons le pratiquer chez les autres. Nous l'aimons un peu moins en sens inverse... C'est comme pour les OPA.

LES FRANÇAIS PLEBISCITENT LES PROFITS

C'est un résultat surprenant que celui du sondage sur les profits, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population française, par CSA-TBWA. Compte tenu du matraquage auquel nous sommes soumis, on aurait pu s'attendre à ce que les Français dénoncent les profits comme des fruits de l'exploitation capitaliste faite par les grands monopoles. Or il est intéressant de voir que les Français sont lucides et, au moins sur ce terrain là, plus libéraux que leur classe politique. C'est important, car on sait que la classe politique se convertira au libéralisme lorsqu'elle réalisera que les Français sont libéraux.

Les Français connaissent d'abord la réalité et 63% d'entre eux, à juste titre, sont convaincus que les performances des entreprises françaises en 2005 sont meilleures qu'en 2004. Mais ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est qu'une majorité écrasante de 91% considère ces bons résultats « comme une bonne chose ». Et cela qu'ils soient de droite ou de gauche. Et même à l'extrême gauche, 88% des personnes interrogées se réjouissent de ces bonnes performances des grandes entreprises.

Commentaire du vice-président de l'agence de communication TBWA-Corporate, Robert ZARADER : « Contrairement à ce que certains imaginent, l'opinion n'a donc pas une vision idéologique de ce phénomène ». Evidemment, les personnes interrogées considèrent que cette « bonne nouvelle » va d'abord profiter aux actionnaires (à 83%), ce qui est bien normal. Mais ils sont encore 67% à estimer que cela va servir l'emploi français. Ils savent donc que les profits ne sont pas les ennemis de l'emploi, au contraire.

On est loin en tous cas de la déferlante médiatique qui a accompagné la publication des profits des entreprises (en particulier les 12 milliards de Total) et qui voulaient faire la chasse aux profits, voire les surtaxer en créant un impôt exceptionnel. Or sur ce point, les Français sont partagés par moitié, 48% étant séduits par cette perspective, et 48% y étant opposé, avec un fort clivage politique (59% de pour à gauche et 37% seulement à droite). Compte tenu de la pression médiatique, ce résultat est plutôt encourageant, surtout lorsqu'on sait que ce sont les plus âgés les plus favorables à une taxe sur les profits, alors que, toutes tendances confondues, il y a 57% des jeunes de moins de 30 ans qui sont résolument contre la taxe, ce qui montre que les nouvelles générations, contrairement à ce que l'on raconte, n'ont pas une vision idéologique de la vie économique.

Ils ne se trompent pas en plaçant en tête des profits, à 40%, Total, mais n'ont pas après cela une vision très claire des vraies entreprises performantes, en plaçant ensuite Renault (11%), EDF (10%) et France Telecom (9%). Ils n'ont pas d'idées très claires sur la façon d'utiliser les bénéfices réalisés : à 68% ils pensent cependant que cela devrait servir à l'embauche de nouveaux salariés (ce qui montre encore une fois qu'ils ne voient pas d'opposition entre profit et emploi), à 50% qu'il faut réinvestir dans la recherche et l'innovation (ce qui est conforme à la réalité, la majeure partie des profits servant à l'investissement) et à 50% qu'il faut augmenter les salaires (sans forcément réaliser que l'intéressement fait déjà participer les salariés à cette hausse des bénéfices), (plusieurs réponses étaient évidemment possibles).

Certes, un sondage ne fait pas le printemps libéral, et on a vu ces dernières semaines des sondages forts différents et inquiétants par exemple sur les OPA et le patriotisme économique. Mais il est encourageant de voir que les Français, en dépit de l'intense propagande marxiste, n'ont pas une vision négative des profits et surtout que les jeunes générations sont plus ouvertes sur ce thème que leurs aînés (et cela en dépit d'un enseignement de l'économie dominé par la pensée marxiste. Il est vrai que les jeunes Français voyagent souvent à l'étranger et que cela leur ouvre les yeux sur le monde tel qu'il est).

OCDE : FAIBLESSE DE L'EDUCATION EN EUROPE

C'est un rapport extrêmement sévère pour le système éducatif dans une partie de l'Europe, dont la France, que l'OCDE vient de publier. Ce rapport d'Andréas SCHLEICHER, expert en éducation de l'OCDE, a été publié sous le titre « L'économie de la connaissance : pourquoi l'éducation est la clef du succès de l'Europe » par un think tank européen le Lisbon Council. L'auteur y dénonce les retards et la sclérose des systèmes d'enseignement dans les Etats d'Europe, de plus en plus menacés par la concurrence des pays émergents.

Il constate que certains pays du « tiers monde », comme la Chine et l'Inde, se mettent à « produire », non seulement des biens et des services, mais « à un rythme croissant du personnel hautement qualifié à bas coûts », autrement dit du capital humain. En sens inverse, comme le notent Les Echos, « le système éducatif européen se détériore et se révèle incapable de fournir des diplômés en qualité et en quantité suffisantes. La France et l'Allemagne ne figurent plus parmi les leaders mondiaux dans le développement du savoir et du talent ».

Que se passe-t-il ? On constate que dans de nombreux pays d'Europe, les dépenses d'éducation sont bien inférieures à celles de la Corée du sud, des Etats-Unis, du Japon ou du Royaume-Uni. Par exemple les Etats-Unis investissent plus de 50% de plus que nous dans l'éducation. Mais l'analyse de l'OCDE montre que les pays investissant le plus en éducation et en capital humain sont ceux qui ont la plus forte part d'investissements privés dans ce domaine, Corée du Sud et Etats-Unis en tête. Autrement dit, ce n'est pas un problème de dépenses publiques : les différents Etats y consacrent à peu près la même somme en pourcentage du PIB, et la France dépense beaucoup dans ce domaine. Mais ce qui fait la différence, c'est l'acceptation du financement privé dans ce domaine, des universités privées, de la recherche privée.

On sait que les dépenses privées sont plus efficaces que les dépenses publiques, moins gaspillées, mieux gérées : elles démultiplient donc l'effort éducatif. En France ou en Allemagne, le secteur éducatif privé, surtout dans le supérieur, est très faible et les efforts de dépenses publiques ne suffisent pas à compenser les retards sur les autres pays, surtout quand on sait comment sont utilisés chez nous les deniers publics.

Tous les pays forment de plus en plus de diplômés de l'enseignement supérieur, sauf la France qui, comme l'Italie, n'en génère pas plus en proportion de sa population que dans les années 60, et l'Allemagne même moins qu'à l'époque. En sens inverse, comment ne pas tenir compte de l'expérience de la Corée, qui est passée de la 21ème à la 3ème place des pays de l'OCDE pour le nombre de jeunes adultes ayant une formation universitaire, en pourcentage de la population ? La Corée est le pays où le financement privé est le plus important, plus encore qu'aux USA. En Corée 97% de la population de 25 à 34 ans a bénéficié d'une formation secondaire, c'est le taux le plus élevé des pays industrialisés. Quantité, qualité et égalité sont au rendez-vous dans ce pays.

Au contraire, le rapport souligne qu'en Europe, en dépit des sommes englouties et surtout des discours enflammés, « les systèmes éducatifs renforcent les inégalités sociales » : plus on parle d'égalité, moins on la pratique. Beaucoup de jeunes Européens, et notamment Français, sortent du système éducatif sans formation ni emploi. Seuls, parmi ceux qui ont un fort pourcentage de dépenses publiques, les pays du Nord de l'Europe, comme la Finlande, s'en sortent, mais ils ont une autre conception que nous de l'utilisation des finances publiques et n'hésitent pas à faire jouer la concurrence entre établissements publics.

Au total le rapport souligne les efforts qu'il nous faudra accomplir pour « atteindre les standards d'une société moderne ». Ces efforts passent par davantage d'investissements (nécessairement privés, puisque le public est à bout de souffle et n'a plus de marge de manoeuvre) et par plus de flexibilité : en clair par la privatisation et la concurrence. Ce que le rapport appelle « passer de l'uniformité à la diversité, d'une approche bureaucratique à une culture de résultats, et cesser de parler d'égalité, mais la rendre possible ». La France pour l'instant a fait le choix du « service public unifié et laïque de l'Education Nationale ».

« TERREUR D'ETAT » EN BIELORUSSIE

Résultat sans surprise de l'élection présidentielle Biélorusse : le dernier stalinien d'Europe, Alexandre LOUKACHENKO, un ancien chef de kolkhoze, a été réélu triomphalement. Dans des conditions parfaitement douteuses : vote anticipé, urnes mobiles, très pratiques pour la manipulation des résultats, etc. Comment aurait-il pu en être autrement dans un pays où tout est dans les mains de l'Etat, à commencer par 80% des entreprises, les autres vivant dans la terreur et menacées en permanence de perdre les commandes d'Etat, c'est-à-dire de tout perdre. Pas d'entreprises privées véritables, pas de société civile libre.

Tout cela est bien connu et on sait que le régime ne survit que parce que Moscou, qui en a besoin sur sa frontière ouest, en a décidé ainsi.

Ce qui s'est passé au cours de la dernière semaine électorale dépasse toute imagination. L'opposition existe certes, en particulier avec le pro-occidental Alexandre MILINKEVITCH et le nationaliste Alexandre KOZOULINE. Mais cette opposition a été soumise à ce que les deux candidats ont appelé eux-mêmes « la terreur d'Etat ».

Les journaux qui les soutenaient ont cessé de paraître le 14 janvier. Donc une campagne électorale sans presse d'opposition. Un harcèlement permanent de la part des autorités, qui ont plusieurs fois arrêté les candidats d'opposition. Un président stalinien et en même temps, selon Le Monde, « fasciné par HITLER » qui maintient son pays « dans une sorte d'âge de pierre politique et économique, assorti d'un isolement quasi-complet sur la scène internationale ».

Un président qui a une peur panique d'une « révolution orange » à l'Ukrainienne et qui fait tout pour la briser. Il a promis l'avant-veille du scrutin de « briser le cou immédiatement » à l'opposition si elle essayait de faire quelque chose dans le pays. Et la police politique, qui porte encore le doux nom de KGB, a menacé de mort, rien de moins, les opposants qui avaient annoncé une manifestation pour le soir du scrutin. On se demandait si l'armée allait tirer sur la foule (ils étaient 15.000 sur la grand place de Minsk). Ne parlons pas des médias dans les mains du pouvoir : ils restituent régulièrement les confessions de « terroristes », soi-disant entraînés dans des camps en Georgie ou ailleurs, munis d'explosifs préparés par l'OTAN : du roman feuilleton de mauvais goût, auquel une partie de la population se laisse prendre.

Les partisans des deux candidats d'opposition systématiquement « passés à tabac et empêchés de se réunir ». Le Monde, qui n'est pas suspect d'anti-communisme primaire, parle « d'opposants qui perdent leur emploi, sont envoyés en prison ou disparaissent sans laisser de trace ». Bref des élections qui ont été une farce tragique. Les députés des autres pays, venus en observateurs, ont été expulsés. Des émissaires étrangers « déguisés en touristes » préparant, selon le chef du KGB, une révolution, rien que cela.

L'Occident a soutenu et soutient comme il le peut l'opposition, mais la marge de manoeuvre est étroite. Les Etats-Unis ont envoyé quelques fonds et l'Europe a froncé les sourcils. Notons une initiative intéressante, celle de Vaclav HAVEL, ancien président tchèque, et Lech WALESA, ancien président polonais, qui ont écrit une tribune commune, représentative des peuples libérés du communisme, dans Le Figaro, parlant d'une « victoire à la Pyrrhus pour LOUKACHENKO ». Ils dénoncent des élections non libres, rappelant que « l'Etat, dans son rôle d'employeur principal a fait clairement savoir pour qui il convenait de voter. S'y opposer signifierait la perte immédiate de son travail ou une expulsion scolaire ». Et surtout ils lancent un appel au monde libre pour venir en aide aux victimes de l'oppression politique et favoriser la libre circulation de l'information. A l'Union européenne, disent-ils, de se décider à apporter enfin un soutien efficace. Un appel à relayer et à entendre.

Cependant, il faudrait éradiquer le mal à la racine. Derrière le dictateur de Minsk, il y a le pouvoir de Moscou. Or il est certaines puissances européennes qui prennent beaucoup de soin à ne pas froisser POUTINE. Toujours l'esprit de Munich... Aujourd'hui la Biélorussie est une tache sur le drapeau européen et pour une fois nous reprendrons la conclusion du Monde : « Les Européens n'ont d'autre choix que d'aider massivement les Biélorusses, qui sont las d'être une exception ».

MARDI PROCHAIN 4 AVRIL : ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALEPS

L'ALEPS n'est pas une Association des Lycéens et Etudiants du Parti Socialiste, et notre Assemblée Générale ne votera pas à mains levées la grève avec occupation des locaux.

C'est très cordialement que les adhérents de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social sont invités à leur Assemblée Générale annuelle, à laquelle ils peuvent venir avec des amis non adhérents, simplement lecteurs de la Nouvelle Lettre par exemple. Elle se tiendra dans le

**Grand amphithéâtre du GIM (Groupe des Industries Métallurgiques)
34 Avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly (métro : Porte Maillot)
mardi 4 avril de 17 heures 30 à 20 heures**

De 17 heures 30 à 18 heures un cocktail d'accueil sera offert, et une séance de signature d'ouvrages permettra de faire connaissance avec les auteurs nommés pour le **Prix du Livre Libéral 2005** et qui présenteront leur œuvre au cours de l'Assemblée Générale :

Charles GAVE : Un libéral nommé Jésus

Eric LE BOUCHER : Economiquement incorrect

Nicolas LECAUSSIN : Cet Etat qui tue la France

Bertrand LEMENNICIER : Morale et Economie

Gérard MINART : Jean Baptiste Say

Ivan RIOUFOL : Chronique d'une résistance

Yves ROUCAUTE : Le néo-conservatisme est un humanisme

Erik SVANE : La bannière étalée

D'autres ouvrages parus en 2005 mais non éligibles au Prix d'après son règlement seront proposés, notamment ceux de Jacques GARELLO (Le Retour de la Société Civile), d'Israel KIRZNER (Concurrence et Esprit d'Entreprise), Guy MILLIERE (Le futur selon George Bush), Philippe NEMO (Qu'est-ce que l'Occident ?), Patrick SIMON (Le droit naturel, ses amis et ses ennemis).

Nous vous attendons nombreux pour cette grande rencontre annuelle des libéraux parisiens (mais les provinciaux sont aussi les bienvenus !)

AU SOMMAIRE DU N°872 :

EDITORIAL : Ces sales patrons pp. 1-2

CONJONCTURE : Plus de dettes, plus de prélèvements pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Mandelson dénonce le nationalisme économique p. 4 - Les Français plébiscitent les profits p. 5 - OCDE : faiblesse de l'éducation en Europe p. 6 - « Terreur d'Etat » en Biélorussie p. 7 - Mardi prochain 4 Avril : Assemblée générale de l'ALEPS p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org